

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

15 décembre 2010 – Lachine, Montréal.

Réchauffement climatique

Les nombreux obstacles n'enlèvent en rien l'urgence de réorienter nos politiques énergétiques

La présente vise à répliquer à la lettre de M. Adrien Pouliot intitulé « Refroidissement climatique » parue dans *La Presse* du mercredi 15 décembre 2010.

La mise en œuvre des stratégies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) est indéniablement ardue, comme en témoignent les trop timides pas accomplis lors de la conférence de Cancun la semaine dernière. Nous nous élevons toutefois en faux contre certaines interprétations fallacieuses faites par les dits « sceptiques climatiques », dont M. Pouliot s'avère parfaitement représentatif.

La science tend à confirmer le réchauffement

La fermeture de la *Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère* ne signifie aucunement que le problème du réchauffement climatique s'est avéré sans fondement, mais seulement que les conservateurs les plus opposés aux politiques environnementales sont présentement aux commandes à Ottawa. Et que la science en paie le prix.

Que la décennie que nous terminons présentement s'avère la plus chaude enregistrée s'avère un fait qui devrait en soi nous inciter à la prudence. Mais c'est du côté des publications scientifiques revues par des pairs qu'il faut regarder. Clairement, la thèse du réchauffement demeure largement supportée par la communauté scientifique.

Les bénéfices des écotaxes sont tangibles

« Les contribuables des pays développés ont compris que cet alarmisme climatique ne déguisait en fait qu'une nouvelle taxe sur leur niveau de vie, » clame M. Pouliot.

Que des élus et candidats proposent l'adoption de taxes vertes représente la preuve d'un véritable courage politique. Certes, le président Sarkozy a récemment reculé sur son objectif de mettre en place une taxe sur le carbone en France et Stéphane Dion a payé le prix d'avoir été le premier à lancer une idée encore révolutionnaire ici.

Mais on ne juge pas l'efficacité d'une mesure là où elle n'a pas encore été adoptée. Une demi-douzaine de pays européens ont mis en place des réformes écologiques de leur fiscalité visant à remplacer une partie des taxes actuelles - qui nuisent à l'emploi et à l'investissement - en taxant plutôt le gaspillage énergétique et la pollution. *Ceteris paribus*, ces réformes auront permis de réduire les émissions de GES tout en induisant une hausse du PIB de l'ordre d'environ un demi-point.

D'autres types d'écotaxes s'inscrivent dans cette nouvelle révolution verte : péages urbains, bonus malus à l'achat des véhicules et modulation de leurs frais d'immatriculation afin de favoriser des véhicules moins polluants, hausse des taxes sur l'essence. Prenons le cas des péages. Dans toutes les villes où ils ont été implantés, les citoyens s'opposaient initialement à une mesure pour laquelle ils étaient certains d'avoir à payer un coût mais pour laquelle les bénéfices demeuraient encore intangibles. L'opinion change systématiquement lorsque la baisse de la congestion et l'amélioration des transports publics se concrétisent.

Le laxisme énergétique, la vraie menace à notre niveau de vie

L'armée américaine et l'armée britannique ont, coup sur coup, chacune sorti un rapport identifiant l'atteinte du pic pétrolier et les changements climatiques comme deux des pires menaces à la sécurité mondiale.

Nous sommes arrivés à un tournant historique : les découvertes de nouveaux gisements pétroliers permettent à peine de remplacer la déplétion des puits traditionnels. Le constat est accablant. Il faudrait découvrir une Arabie saoudite à tous les deux ans pour répondre à la croissance de la demande. Tâche jugée impossible. De plus, les nouvelles sources d'approvisionnement sont difficilement accessibles, avec les coûts et les risques environnementaux que l'on commence à mesurer.

Résultats? Plusieurs experts, dont Jeff Rubin, ex économiste en chef de la CIBC marchés mondiaux, considèrent que c'est avant tout l'explosion des prix du pétrole qui a plongé le monde en récession.

Notre seule chance d'éviter les récessions à répétition et la désagrégation de nos acquis sociaux réside dans l'adoption de stratégies favorisant les économies d'énergies et l'utilisation des énergies renouvelables.

Certes, il y a plusieurs mythes et obstacles à l'adoption d'une bonne stratégie visant le développement des énergies renouvelables. Et il y a eu des erreurs de toutes parts (dont l'appui à l'éthanol et l'opposition à l'hydroélectricité), incluant du côté du mouvement environnemental, comme nous le démontrons dans notre livre.

« Je crois que nous allons nous en tirer, que nous ferons ce qu'il faut faire à temps pour éviter le pire, » affirme Pierre Dansereau. À la condition de ne pas renier l'existence des problèmes complexes que nous devons surmonter.

Jonathan Théorêt, Jean-François Lefebvre, Nicole Moreau

Les signataires sont associés au Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME). Ils viennent de publier le livre « Énergies renouvelables : Mythes et obstacles », aux Éditions MultiMondes (grame.org/livreenergie).



Groupe de recherche appliquée en macroécologie

Le GRAME est un OBNL indépendant et multidisciplinaire fondé en 1989 et basé à Lachine, Montréal. Il œuvre à la promotion du développement durable en tenant notamment compte du long terme et des enjeux globaux, dont celui des changements climatiques, par la promotion des énergies renouvelables, de l'aménagement urbain et des transports durables, de l'efficacité énergétique et de l'utilisation d'incitatifs économiques en gestion de l'environnement.

L'organisme vise à contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, des choix énergétiques et de l'aménagement du territoire afin d'en maximiser les bénéfices sur l'environnement et pour les consommateurs, dans une perspective macroécologique et d'équité intergénérationnelle.

-30-

Renseignements : Jonathan Théorêt, directeur
grame@videotron.ca
514-634-7205